

NOTE D'INFORMATION

Compétences pour une Europe sobre en carbone

Un plan en faveur de la formation voit le jour pour une économie sobre en carbone et porteuse d'emplois

Les prévisions mondiales pour les décennies à venir annoncent une population moins nombreuse et une croissance du PIB plus lente qu'il n'était annoncé il y a quelques années encore. Pourtant, il faut s'attendre à ce que même ces changements revus à la baisse causent un désordre environnemental.

Le changement climatique risque de générer d'importants coûts économiques. Les tempêtes, sécheresses et inondations plus violentes et plus fréquentes peuvent causer de lourds dégâts au capital physique, par exemple en raison de la hausse du niveau des mers et des ondes de tempête dans les régions côtières densément peuplées.

C'est pourquoi la crise économique actuelle n'a en rien ébranlé l'engagement européen dans la lutte contre le changement climatique et la promotion du développement durable. Les objectifs climatiques et énergétiques se trouvent au cœur de la stratégie «Europe 2020», le principal document stratégique de l'Union européenne (UE). D'ici 2020, l'UE souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990, augmenter de 20 % la part des sources d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique finale et réduire de 20 % l'utilisation de l'énergie par rapport aux niveaux prédits pour 2020.

Face à ces objectifs, les inquiétudes se multiplient quant à la rareté des ressources et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Il est vrai que l'Europe est confrontée à de nombreux enjeux à long terme sur sa route vers une économie sobre en carbone et génératrice de niveaux élevés de productivité et d'emploi. À travers l'objectif de développement durable, la stratégie «Europe 2020» vise à porter le taux d'emploi de la population des 20-64 ans à 75 % en 2020, en comparaison avec les 68 % de 2011.

Le paquet emploi, lancé en 2012 ⁽¹⁾, considère le passage à une économie plus verte comme le terrain le plus propice à la création d'emplois. Mais on craint aussi

que le coût de la lutte contre le changement climatique et du passage de l'Europe à une économie sobre en carbone réduise de fait la croissance de l'emploi et que les objectifs européens de réduction de la consommation énergétique viennent contrecarrer l'objectif de hausse de l'emploi.

Dans une nouvelle étude, *Skills for a low-carbon Europe* ⁽²⁾, le Cedefop a examiné ces scénarios et montre qu'une économie durable et économe en énergie peut aller de pair avec la croissance de l'emploi.

Toutefois, l'étude ajoute une mise en garde: pour y parvenir, il importe de mieux intégrer les politiques climatiques et énergétiques d'une part et, d'autre part, des mesures de soutien à l'emploi et des politiques d'enseignement et de formation professionnels (EFP) novatrices et souples favorisant la création des compétences recherchées dans une économie sobre en carbone.

Un processus de mutation structurelle du marché du travail

Développer une économie sobre en carbone implique nécessairement d'augmenter l'efficacité des ressources et de réduire l'intensité en carbone de la production et de la consommation tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

De ce fait, la meilleure façon d'aborder le passage à une économie sobre en carbone est de l'envisager comme un type particulier de mutation structurelle qui modifiera inévitablement les structures sectorielles et professionnelles. Certains secteurs et certaines régions verront un accroissement de la demande de biens et services particuliers, tandis que d'autres souffriront d'une hausse du coût des ressources et d'un affaiblissement de la demande.

⁽¹⁾ CE (2012): *Vers une reprise génératrice d'emplois*, communication du 18.4.2012, COM (2012) 173.

⁽²⁾ Cedefop: *Skills for a low-carbon Europe: role of vocational education and training in a sustainable energy scenario* [Des compétences pour une Europe sobre en carbone: le rôle de l'EFP dans un scénario d'énergie durable], (à paraître, juin 2013).

Alors que la restructuration économique s'accélère, elle fait augmenter le chômage dans les secteurs en déclin et, dans d'autres, provoque des goulets d'étranglement dans le recrutement. Les compétences recherchées dans de nombreux emplois changent. Que faire pour adapter les marchés du travail à ces évolutions?

Outre les effets sur la taille des industries et le nombre d'emplois, il faut tenir compte des effets qualitatifs sur la composition de la main-d'œuvre et sur les compétences et aptitudes recherchées.

Créer des emplois tout en réduisant l'utilisation de l'énergie

Aspect positif, le passage à une économie plus verte créera des emplois. Le Cedefop a imaginé différents scénarios stratégiques pour examiner ce qui pourrait vraisemblablement se passer dans certaines conditions. Ces scénarios n'indiquent pas de conflit inhérent entre des taux d'emploi plus élevés et une réduction de l'utilisation de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. La question est de trouver le meilleur équilibre politique pour que l'UE remplisse à la fois ses objectifs énergétiques et ses objectifs d'emploi pour 2020.

La figure 1 ci-après présente les résultats possibles en matière d'objectifs énergétiques et d'emploi selon les trois scénarios imaginés par le Cedefop.

La crise économique de 2008, et la récession qui a suivi, ont ébranlé fortement les perspectives d'emploi en Europe. Si la récession a, d'une certaine manière, participé à l'accomplissement des objectifs climatiques et énergétiques, elle a indubitablement ralenti la progression vers l'objectif d'emploi.

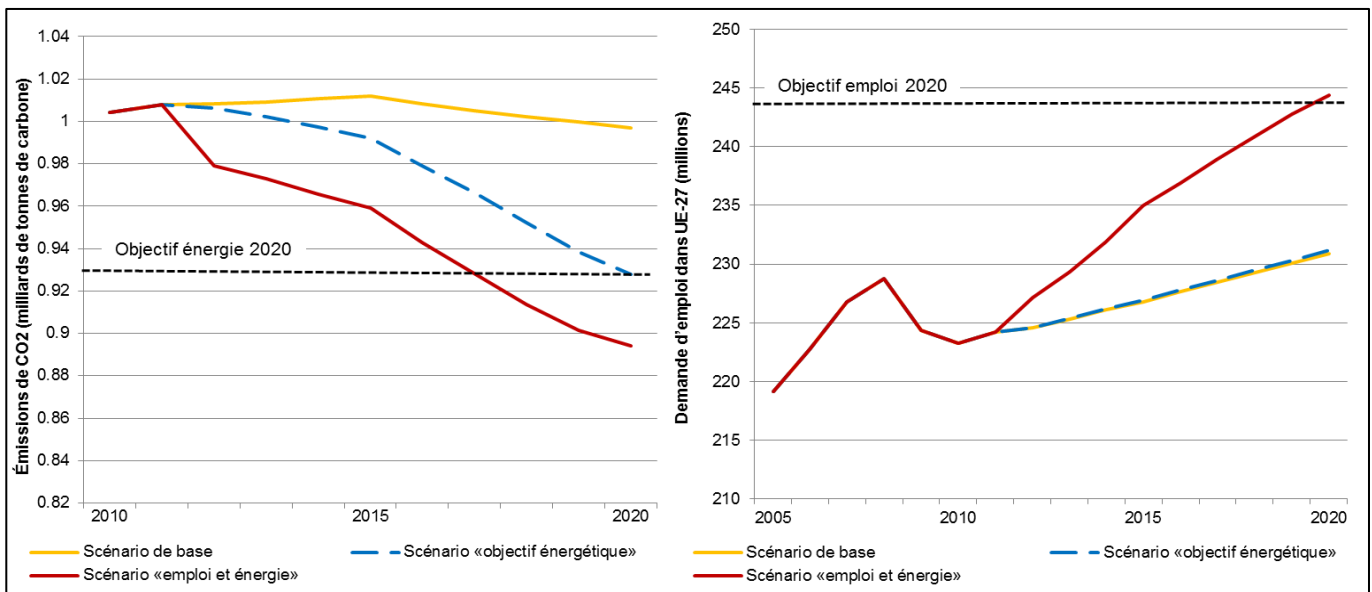
La reprise économique irrégulière et timide depuis la crise montre que, selon le premier scénario de maintien du statu quo (lignes jaunes des graphiques de la figure 1), l'Europe manquera ses objectifs en matière d'énergie comme d'emploi. Le taux d'emploi pointe à 71 % en 2020, contre 68 % en 2011, un pourcentage un rien en deçà de l'objectif.

Suivant le scénario «objectif énergétique» (lignes bleues de la figure 1), les mesures en matière d'énergie auront pour effet la réalisation des objectifs énergétiques de l'UE. Ce scénario montre également une hausse des niveaux d'emploi semblable à celle du scénario de base. Dans les deux cas, la non-réalisation de l'objectif d'emploi suppose de prendre des mesures supplémentaires pour accroître la demande de main-d'œuvre.

Le scénario «emploi et énergie» (lignes rouges de la figure 1) se fonde sur l'hypothèse de l'intégration de mesures susceptibles d'avoir des effets majeurs sur l'emploi et de mesures visant la réduction de la consommation énergétique et des émissions. Les mesures pour l'emploi comprendraient des incitatifs au recrutement pour les employeurs (fiscalité sur le travail allégée, etc.), des incitatifs au travail pour les personnes (allocations de chômage réduites, etc.) et un investissement à la hausse dans la recherche et le développement et dans les compétences.

Les résultats indiquent que dans ce scénario, en 2020, le taux d'emploi dans l'UE serait de 75 %, contre 71 % dans le scénario de base, soit **13,5 millions d'emplois supplémentaires**. L'objectif d'emploi de l'UE est ainsi rempli. Comme le montre la figure 1, les emplois supplémentaires ainsi créés ne mettent pas en péril les objectifs climatiques et énergétiques de l'UE.

Figure 1 Objectifs de l'Europe en matière d'énergie et d'emploi: scénarios stratégiques



Les tendances générales sous-jacentes de l'emploi accélèrent les grands changements au niveau tant sectoriel que professionnel en raison de l'activité des entreprises (expansion continue, contraction, ouverture et fermeture).

Les travailleurs du secteur de l'approvisionnement énergétique et des secteurs à haut degré d'investissement comme la construction sont directement touchés par le passage à une économie sobre en carbone. Alors que les prix des produits s'adaptent, les effets des politiques sobres en carbone se ressentent dans toute la chaîne de valeur. Les travailleurs de tous les secteurs ont besoin d'acquérir les compétences et aptitudes recherchées par les employeurs actuels ou futurs pour les emplois nouveaux et en mutation.

Trois grandes conditions sont nécessaires pour que le profil des travailleurs corresponde à la demande de nouvelles compétences et pour atteindre la croissance de l'emploi (encadré 1).

Encadré 1 Conditions clés pour atteindre les objectifs 2020 en matière d'énergie et d'emploi

Pour atteindre les objectifs d'énergie et d'emploi, trois grandes conditions sont nécessaires:

- les compétences de la main-d'œuvre actuelle sont mises à jour ou ajustées pour répondre aux tâches et aux technologies changeantes;
- les jeunes et les chômeurs sont (ré)insérés de façon satisfaisante dans la main-d'œuvre;
- les employeurs et les particuliers connaissent les compétences recherchées et les offres d'emploi disponibles.

Compétences requises pour une économie sobre en carbone: quelques avancées vertes malgré des progrès lents

Développer l'EFPP pour répondre aux besoins d'une économie sobre en carbone présente des difficultés particulières.

Plusieurs facteurs, dont le rythme des changements, l'atténuation des limites industrielles et professionnelles traditionnelles et l'incertitude politique, concourent à compliquer la tâche des gouvernements et des secteurs qui veulent planifier les investissements et offrir la formation requise.

En outre, la demande et l'offre de compétences seront déterminées par la nature particulière des secteurs et technologies sobres en carbone. Par conséquent, l'EFPP doit innover sans cesse pour répondre aux nouvelles demandes.

À ce jour, les pays européens n'ont accompli que de timides progrès pour recenser les besoins de compétences d'une économie sobre en carbone et intégrer ces conclusions dans des politiques d'éducation et de formation cohérentes. Seuls quelques États membres (France, Autriche, Royaume-Uni, etc.) proposent des stratégies nationales en faveur de compétences vertes.

Ces stratégies soulignent que les politiques sobres en carbone dépendent de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. Les outils de sensibilisation aux besoins de compétences des employeurs doivent tenir compte de la correspondance de ces besoins avec les compétences déjà présentes au sein de la main-d'œuvre. Les pénuries de compétences feront obstacle à l'élaboration de technologies et de services sobres en carbone et au succès de la mise en œuvre de politiques d'énergie durable.

Pour réussir, les stratégies de passage à une économie sobre en carbone doivent intégrer les stratégies en matière de compétences. Ces stratégies devraient inclure des mesures en faveur de programmes d'EFPP plus souples et plus dynamiques au niveau local, sectoriel et régional.

Principaux messages pour les politiques d'EFPP

L'étude du Cedefop sur les compétences pour une Europe sobre en carbone souligne la nécessité de poursuivre la modernisation des systèmes européens d'EFPP et d'élaborer des programmes capables d'apporter les compétences nécessaires en vue d'un avenir sobre en carbone (encadré 2).

L'étude se fonde sur 16 études de cas montrant comment l'EFPP a répondu à l'évolution des besoins de compétences dans les domaines du chauffage thermique solaire, de l'énergie éolienne, du transport de marchandises par route (y compris la logistique) économe en énergie et des bâtiments publics.

Elle cite des exemples de collaboration et de dialogue entre responsables politiques, employeurs, travailleurs et organismes de formation (réseaux d'employeurs en Irlande, alliances interministérielles en France, etc.) qui ont permis de recenser les besoins de compétences et de prendre des mesures adéquates pour y répondre.

En outre, d'autres conclusions intéressantes se sont dégagées. Pour réaliser les objectifs d'emploi de l'UE, il se pourrait que les politiques d'EFPP aient à prévoir des incitatifs et des conditions visant les groupes exposés à l'exclusion sociale, comme les jeunes ou les chômeurs. Les incitatifs peuvent également être nécessaires pour soutenir les petites et moyennes entreprises qui doivent participer et investir dans la formation.

Encadré 2 Principales conclusions et messages stratégiques

Principales conclusions

Il est possible d'atteindre simultanément les objectifs d'emploi, d'énergie et de climat, mais les conditions suivantes doivent être réunies

Une meilleure cohérence et coordination entre les politiques d'éducation, de formation, d'emploi et de climat et d'énergie sont nécessaires

Les effets du passage à une économie sobre en carbone touchent aux limites industrielles et professionnelles traditionnelles et aux différents stades de la chaîne de valeur

Une politique sobre en carbone accélère le rythme des changements structurels, ce qui rend le profil futur des emplois et des compétences inévitablement incertain

Les efforts politiques visant à surmonter les éventuelles barrières de compétences en sont à des stades variés dans les différents secteurs, régions et pays

Messages stratégiques

Les responsables politiques doivent envisager des pistes pour promouvoir l'emploi à travers des mesures compatibles avec les objectifs de sobriété en carbone

Les stratégies nationales pour créer une économie sobre en carbone doivent être intégrées avec les stratégies nationales de développement des compétences

Les systèmes de dialogue social existants doivent s'adapter et de nouveaux doivent apparaître pour refléter les changements du tissu industriel

Une combinaison de méthodes est nécessaire pour anticiper et recenser les besoins de compétences et proposer aux parties prenantes différents scénarios et options

Un suivi et une évaluation des programmes nouveaux et existants sont nécessaires, au même titre que les échanges systématiques d'expériences

Les procédures doivent garantir que la formation proposée est de haute qualité et délivre des acquis transférables, pertinents pour le marché du travail. En liaison, des mécanismes de remise à niveau des certifications doivent être en place pour garantir que l'offre de formation naissante et les mécanismes de prestation souples soient reflétés et confirmés par l'accréditation nationale.

Un plan d'EFP pour accompagner le passage vers une économie sobre en carbone est ainsi en train de voir le jour. Il comprend des éléments communs d'innovation en matière de gouvernance, de conception et de prestation des programmes, dont:

- un dialogue social et une collaboration entre le gouvernement et les partenaires sociaux pour recenser les besoins de compétences et concevoir des programmes de formation;
- des conseils et une invitation à remettre à niveau continuellement les certifications et les systèmes d'accréditation;
- une offre de formation conçue pour répondre aux besoins de compétences anticipés ou recensés;
- un suivi et une évaluation des programmes d'EFP.

En conclusion, une économie sobre en carbone et un niveau élevé d'emploi sont tous deux possibles, à condition que des politiques innovantes d'EFP aident les particuliers à acquérir les compétences recherchées.



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Note d'information – 9079 FR

Cat. No: TI-BB-13-004-FR-N

ISBN 978-92-896-1247-0, doi: 10.2801/24848

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2013

Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'UE. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante:

briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

PO Box 22427, 551 02 Thessalonique, Grèce

Europe 123, Thessalonique, Grèce

Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020

Courriel: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu